

# La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle

**Assurer la sécurité alimentaire  
dans un monde  
en constante évolution**

 **RÉSUMÉ**

Organisation des  
Nations Unies pour  
l'alimentation et  
l'agriculture





Dix ans se sont écoulés depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle et le monde est confronté à un certain nombre de défis complexes, ayant des conséquences graves pour l'état de la sécurité alimentaire mondiale. La population mondiale devrait atteindre 9 milliards de personnes en 2050, cette croissance survenant principalement dans les pays actuellement en développement, et l'exode rural augmente considérablement. La mondialisation a des implications sur le secteur de l'agriculture, qui conjuguées à l'expansion économique et à l'urbanisation, contribuent au développement de nouvelles habitudes de consommation alimentaire. Les ressources naturelles subissent une pression sans précédent du fait des activités humaines, et l'on observe des changements significatifs du climat et de l'environnement, qui provoquent des catastrophes et des situations d'urgence de plus en plus fréquentes.

L'ouvrage, publié en anglais, fait état des connaissances actuelles concernant ces défis complexes et examine les conséquences possibles pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture et pour les initiatives visant à réduire la faim et la pauvreté, *notamment la manière dont la FAO pourra assister ses États Membres dans les années à venir*. Les praticiens du développement, les planificateurs, les décideurs et tous les membres de la communauté internationale portant un réel intérêt à la réduction de la pauvreté et de la faim apprécieront la couverture vaste et actualisée que cet ouvrage accorde aux questions liées à la sécurité alimentaire mondiale.

**Livre texte intégral:**

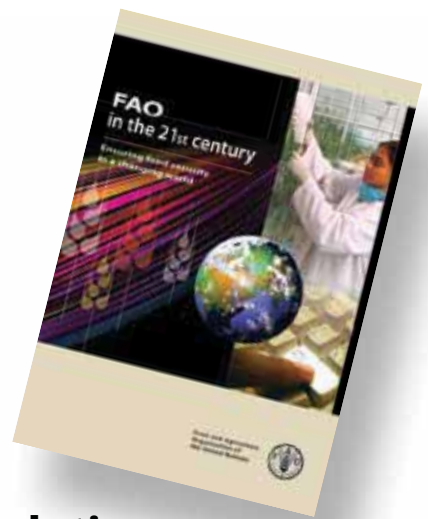
ISBN: 978-925-106913-4

176 x 250 mm

270 pp.



# LA FAO au XXI<sup>e</sup> siècle



## Assurer la sécurité alimentaire dans un monde en constante évolution

### ■ RÉSUMÉ

La mission première de la FAO consiste à aider les États Membres et la communauté internationale à garantir la sécurité alimentaire mondiale, de sorte que «tous les êtres humains aient, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active». À l'échelle mondiale, la capacité de production vivrière est suffisante pour garantir ce droit fondamental. Pourtant, aussi bien le nombre que la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde ont augmenté au cours des cinq dernières années, culminant à plus d'un milliard en 2009, soit une personne sur sept.

Les mesures spécifiques de l'Organisation visant à réduire la pauvreté et la faim s'appuient sur une base exceptionnelle de ressources mondiales: son expertise technique pluridisciplinaire; la collecte et l'analyse impartiale de statistiques mondiales; des services d'avis juridique en matière de politiques et son rôle de dépositaire des traités; ainsi que les innombrables comités et commissions chargés de l'élaboration de politiques et de la définition de normes qu'elle accueille, et les sommets mondiaux qu'elle a organisés. La FAO soutient activement les initiatives de ses États Membres en faveur d'un développement durable, grâce au transfert et au partage de connaissances et en sensibilisant la communauté internationale au rôle déterminant que joue l'agriculture dans le développement mondial.

Malgré ce vaste éventail d'initiatives, plus de dix ans après le début du XXI<sup>e</sup> siècle, notre planète est en butte à de nombreux défis complexes et interdépendants, qui ont des répercussions graves sur les efforts déployés par la FAO, ses États Membres et ses partenaires en vue d'instaurer la sécurité alimentaire mondiale:

- **La population mondiale s'accroît rapidement** et devrait atteindre 9 milliards de personnes d'ici à 2050, la croissance la plus forte étant le fait des pays actuellement en développement.
- **L'exode rural augmente de manière considérable**, là aussi principalement dans les

pays en développement; les zones urbaines devraient abriter 70 pour cent de la population mondiale en 2050 (contre 49 pour cent aujourd'hui).

- **Les habitudes alimentaires se modifient** sous l'effet de l'expansion économique, de la mondialisation et de l'urbanisation.
- **Les ressources naturelles subissent des pressions sans précédent** du fait des activités humaines.
- **Des changements environnementaux et climatiques marqués sont en train de se produire**, entraînant des catastrophes et des situations d'urgence plus fréquentes.
- **La mondialisation pèse sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire**, avec d'importantes répercussions sur le libre-échange des produits alimentaires et l'accès aux marchés et à l'information, ainsi que sur la disponibilité des terres pour la production vivrière et les prix des denrées alimentaires.

En outre, l'aide publique au développement en faveur du secteur agricole est tout à fait insuffisante, ce qui compromet les efforts réalisés, en particulier par les petits producteurs, pour attirer les investissements privés dans le secteur de la production alimentaire; et enfin, l'importance économique et le potentiel du secteur agricole dans les pays en développement ne sont pas suffisamment pris en compte dans les processus d'élaboration des politiques nationales.

L'ouvrage *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle: Assurer la sécurité alimentaire dans un monde en constante évolution* fait le point sur ce que nous savons aujourd'hui de ces différents phénomènes et de leurs principaux moteurs. Il examine leurs répercussions probables sur le secteur de l'alimentation et de l'agriculture et sur les initiatives visant à réduire la faim et la pauvreté, notamment la manière dont la FAO pourra assister ses États Membres dans les années à venir.

## Principaux défis du point de vue de la sécurité alimentaire et de l'agriculture

### ■ La faim: le point sur la situation mondiale

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* s'intéresse aux efforts soutenus déployés par la FAO pour engager la communauté internationale dans une action concertée et passe en revue les principaux sommets et conférences sur l'alimentation organisés au fil des ans. L'ouvrage fait une place particulière au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et se penche sur son ambitieux objectif, à savoir réduire de moitié le nombre actuel de personnes sous-alimentées d'ici 2015 ainsi que sur le premier objectif du Millénaire pour le développement, consistant à réduire de moitié, «entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim». Ces objectifs constituent aujourd'hui le jalon permettant d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre des initiatives politiques visant à éradiquer la faim. La méthodologie de la FAO, sur laquelle ils se fondent tous deux, est reconnue comme la seule méthode actuel-



lement disponible qui permette de réaliser des estimations mondiales et régionales concernant la prévalence de la sous-alimentation.

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* dresse un bilan de la situation de la faim dans le monde aujourd'hui et explique le chiffre record atteint par la sous-alimentation en 2009, à la suite de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires et des carburants de 2007-2008 et de la crise financière qui a suivi. Les effets de ce bouleversement sur les marchés mondiaux des produits, en particulier alimentaires, ont poussé la FAO à organiser en 2008 une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, à laquelle ont participé de nombreuses personnes, puis, en 2009, le Forum d'experts de haut niveau sur le thème «Nourrir le monde en 2050», qui ont précédé le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Le premier de ces trois événements a non seulement permis à la FAO d'obtenir de nouveaux engagements en matière de réduction de la faim, mais lui a également donné l'occasion de diffuser le message essentiel que la sécurité alimentaire passe par un accroissement de la production, en particulier celle des petits agriculteurs dans les pays en développement. Le Sommet de 2009 a également permis d'obtenir de la communauté internationale l'engagement d'une amélioration de la coordination internationale et de la gouvernance de la sécurité alimentaire, notamment au moyen d'une réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO; la promesse d'inverser la tendance à la baisse du financement international et national de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et la décision d'encourager de nouveaux investissements dans la production et la productivité agricoles des pays en développement pour soutenir la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

### **Population, demande de denrées alimentaires et production agricole**

L'ouvrage souligne le rôle du secteur agricole en tant que moteur d'une croissance économique dont pourraient bénéficier les populations pauvres et en proie à l'insécurité alimentaire, tout comme la nécessité pour le secteur de fournir de la nourriture, des fibres et de l'énergie à une population en pleine expansion, en cours d'urbanisation et dont les exigences alimentaires se modifient.

Pour satisfaire les besoins des 9,2 milliards de personnes que comptera notre planète en 2050, il sera nécessaire d'accroître la production vivrière totale d'environ 70 pour cent, et la production des pays en développement devra pratiquement doubler. La demande de céréales vivrières et fourragères atteindra les 3 milliards de tonnes en 2050, contre 1,8 milliard de tonnes aujourd'hui, et avec l'essor des biocarburants, ce chiffre pourrait encore grimper. La demande d'aliments d'origine animale (viande, produits laitiers, poisson et produits de l'aquaculture) et d'huiles végétales connaîtra une croissance plus rapide encore, en grande partie en raison de l'augmentation des revenus dans les pays en développement. Le bétail représente déjà 30 pour cent du PIB agricole des pays en développement, et constitue l'un des sous-secteurs de l'économie agricole dont la croissance est la plus rapide.

Pour parvenir à accroître la production vivrière de façon suffisante, l'agriculture devra compter sur une main d'œuvre rurale plus réduite et adopter des méthodes de production plus efficaces et plus durables, tout en s'adaptant aux changements climatiques et en s'efforçant d'en atténuer les effets.

Une approche pluridisciplinaire du système alimentaire est préconisée pour garantir la qualité des aliments dans les zones urbaines et périurbaines au moyen de chaînes alimen-

taires plus courtes, de l'établissement de liens étroits entre les zones rurales et urbaines et d'une gestion rationnelle des ressources naturelles. Il s'agit là, en outre, d'une mesure indispensable pour se préparer aux changements climatiques.

## ■ La pression exercée sur les ressources naturelles

---

### Établir un lien entre la gestion des terres et de l'eau

La disponibilité de ressources en terres et en eau de bonne qualité est indispensable à la sécurité alimentaire, et ces ressources devront être soumises à une utilisation plus intensive pour répondre aux besoins alimentaires futurs de la planète. Les effets néfastes déjà engendrés par la pression démographique, la modification des régimes alimentaires, la production de biocarburants, la pollution et le recours à des pratiques non durables apparaissent clairement dans les statistiques présentées dans *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle*; à titre d'exemple, un tiers des terres arables de la planète ont disparu du fait de l'érosion au cours des 50 dernières années, et selon les estimations, cette tendance se poursuivra au rythme de 10 millions d'hectares par an environ; pour compenser ces pertes, davantage encore de pâturages, de terres boisées et d'écosystèmes forestiers de première qualité devront être mis en culture.

Plutôt que de changer de manière radicale les modes d'utilisation des terres, il est recommandé d'adopter à grande échelle des mesures d'adaptation et d'atténuation et de passer à un mode de gouvernance reposant sur les principes d'une gestion durable des terres (GDT), avec la participation directe des utilisateurs locaux et fondée sur des approches sociales et participatives. Parmi les pratiques agroécologiques intensives de la GDT, on peut citer l'agriculture de conservation, l'agroforesterie et une gestion améliorée des eaux pluviales.

L'eau joue un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, et l'accès aux ressources en eau est directement lié aux pratiques d'utilisation des terres, aussi bien pour l'agriculture intensive que pour la production animale. Les relations entre les droits d'utilisation de l'eau et de la terre, et notamment la transparence et la stabilité de ces droits, sont mis en évidence comme un facteur de première importance.

La gestion et le contrôle de l'eau douce pour irriguer les cultures et abreuver le bétail sera essentielle au maintien des moyens de subsistance et au développement économique futur, notamment parce que la consommation croissante de protéines animales entraîne une utilisation de plus en plus importante de l'eau pour les cultures fourragères et l'abreuvement du bétail.

L'irrigation s'est intensifiée de manière spectaculaire ces 50 dernières années, principalement en raison des investissements dans les biens publics essentiels ainsi que des investissements des agriculteurs dans les systèmes d'irrigation. Cette intensification a permis d'accroître la productivité de manière sensible, de réduire la faim grâce à une augmentation de la production et de lutter contre la pauvreté grâce à la création d'emplois agricoles et autres dans les zones rurales. Toutefois, l'instabilité du climat et l'appauvrissement des nappes phréatiques constituent aujourd'hui des problèmes urgents, qui appellent une application plus large des technologies et des connaissances ainsi que des investissements plus stratégiques.

Pour assurer les niveaux de productivité requis, tout en atténuant les impacts sur l'environnement, *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* préconise le retour à une approche intégrée, écosys-

témique de la gestion des ressources naturelles qui respecte l'intégrité des liens entre les systèmes hydrologiques et pédologiques. Il convient de combiner des connaissances technologiques de pointe et des stratégies institutionnelles auxquelles doivent être associés les utilisateurs des terres et de l'eau. La conservation des forêts et des terrains marécageux sera particulièrement importante, en raison de leur rôle de régulateurs du cycle hydrologique.

### **Forêts et montagnes**

La dégradation des écosystèmes forestiers due à une mauvaise gestion, à la conversion de terres, aux incendies et à diverses autres causes (insectes nuisibles, maladies, catastrophes naturelles, espèces envahissantes) reste un défi de taille. Non seulement les forêts et les terres boisées fournissent des produits forestiers, mais elle jouent également un rôle déterminant dans la conservation des sols et de l'eau, la diversité biologique et l'atténuation des changements climatiques. Si des progrès ont été réalisés dans l'inversion de la tendance actuelle à la diminution des superficies forestières, le déboisement et le défrichement sauvage se poursuivent à un rythme alarmant dans de nombreux pays - phénomène qui risque fort de s'aggraver avec la croissance démographique. En ce qui concerne la gestion des terres, il est nécessaire d'adopter une approche intersectorielle pour atteindre les objectifs d'«aucune perte nette» et de durabilité. De même, face aux pressions démographiques, et à celles qu'exerce la mondialisation de l'industrie et de l'agriculture et aux conséquences du changement climatique, une gestion durable est recommandée pour préserver l'intégrité des écosystèmes montagneux, qui comptent parmi les principales sources de biodiversité de la planète pour la sécurité alimentaire.

### **Garantir la sécurité alimentaire tout en préservant la biodiversité**

Partie intégrante et fondamentale des ressources naturelles, la biodiversité est menacée par les mêmes facteurs que ceux qui dégradent les autres ressources. Le Code de conduite pour une pêche responsable, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le Plan mondial d'action pour les ressources génétiques dans les différents secteurs témoignent de la priorité accordée par la FAO à la conservation et à la gestion de la biodiversité dans tous les secteurs en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles et la sécurité alimentaire. La FAO souligne avant tout la nécessité d'une prise en main plus efficace par les gouvernements, d'une meilleure intendance des ressources, de l'adoption d'une approche écosystémique dans les secteurs liés à l'agriculture et d'investissements plus importants dans la biodiversité.

### **■ Changements climatiques**

Les changements climatiques, dont les manifestations les plus évidentes sont l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et la modification des saisons, devraient avoir des répercussions sur la production vivrière dans de nombreuses régions du monde et perturber les réseaux et les infrastructures de distribution de produits alimentaires, en particulier au cours de la seconde moitié du siècle. D'autres manifestations sont moins apparentes, comme les effets à long terme sur les écosystèmes (augmentation de la salinité et du niveau des mers, par exemple) et les modi-

fications de la répartition géographique des espèces de plantes, d'animaux et d'insectes. Bien que les changements climatiques constituent une menace pour l'ensemble de la planète, les populations des pays en développement, en particulier dans les zones rurales, sont exposées à un risque plus élevé en raison de leur manque de moyens pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets. On estime en outre que ce phénomène rendra les pays en développement davantage tributaires des importations et accentuera une insécurité alimentaire déjà très présente, en Afrique subsaharienne et probablement en Asie du Sud.

### Effets sur les écosystèmes

Dans les décennies à venir, les changements climatiques modifieront, voire compromettent, le fonctionnement de la majeure partie des écosystèmes de la planète et les services qu'ils fournissent, notamment les pêches de capture et les pêches continentales, qui constituent une source importante de nourriture et de subsistance pour les populations pauvres d'Afrique et d'Asie. Le secteur de l'élevage, qui assure les moyens de subsistance et couvre les besoins alimentaires de près d'un milliard de personnes, est à la fois moteur et victime des changements climatiques. Toutes les étapes du cycle de la production animale, ainsi que le défrichage des forêts pour le pâturage et les cultures fourragères, contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. L'élevage peut toutefois également jouer un rôle déterminant dans l'atténuation des changements climatiques, grâce à l'adoption de meilleures technologies et pratiques de gestion qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et permettent de faire des pâturages et des terres cultivées des puits de carbone nets.

Les changements climatiques auront de lourdes conséquences sur la production animale, en raison de leurs effets sur la productivité des parcours et des cultures fourragères. Il est très probable que le surpâturage, la dégradation des terres, le raccourcissement des périodes de végétation et les phénomènes météorologiques extrêmes qui en résultent aggraveront l'insécurité alimentaire et seront source de conflits autour des ressources.

La fréquence, la répartition et l'intensité des organismes nuisibles et des maladies résultant des changements climatiques peuvent à leur tour créer de nouveaux problèmes pour



©FAO/12657/F. MCDUGALL

Le secteur de l'élevage est à la fois moteur et victime des changements climatiques.



la santé animale et végétale, au fur et à mesure que les adventices, les insectes et les maladies se répandent et que les maladies à transmission vectorielle trouvent de nouvelles voies de propagation.

La démographie est, elle aussi, à la fois vecteur et victime des changements climatiques. L'accroissement de la population et l'urbanisation engendrent d'importantes émissions de CO<sub>2</sub>, mais elles devraient également entraîner une migration nationale et internationale à grande échelle, les populations abandonnant les terres et les zones de pêche côtière et continentale car la production n'y est plus possible, ou plus viable.

### **Adaptation, atténuation et agriculture intelligente face au climat**

La gestion des risques de catastrophe et une gestion adaptative du changement sont recommandées de toute urgence, en particulier dans les pays vulnérables et en proie à l'insécurité alimentaire; *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* décrit les activités mises en œuvre par l'Organisation et l'appui qu'elle fournit aux pays dans ces domaines. Le Programme de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+) est cité comme l'une des stratégies d'atténuation présentant le meilleur rapport coût-efficacité. Il vise à offrir des incitations aux pays en développement afin qu'ils réduisent les émissions produites par leurs terres boisées et investissent dans des méthodes de développement durable à faible intensité de carbone. Avec REDD+ et d'autres programmes, la FAO soutient les efforts de ses États Membres en matière d'atténuation des effets des changements climatiques en leur fournissant des données, des connaissances et des technologies ainsi qu'en soutenant les structures institutionnelles nécessaires.

Les politiques et initiatives de la FAO encouragent des pratiques agricoles intelligentes face au climat afin de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets. Nombre de ces pratiques sont déjà en place: systèmes intégrés de riziculture, agriculture de conservation, horticulture urbaine, systèmes intégrés de production énergétique et vivrière, systèmes d'aquaculture à faible consommation d'énergie, systèmes de gestion durable des terres et des forêts. L'accent est mis sur le fait que des investissements considérables sont nécessaires pour combler le manque d'informations et de connaissances et fournir les incitations nécessaires pour encourager l'adoption de pratiques adaptées. L'élaboration de politiques cohérentes dans les différents secteurs impliqués, ainsi que de politiques efficaces en matière de ressources naturelles (notamment en matière de droits de propriété et d'utilisation et d'application des lois) sont également essentielles. Liens entre alimentation - énergie - changements climatiques

S'attaquer au lien alimentation - énergie - changements climatiques sera, pour l'agriculture, le plus grand défi du siècle. Une augmentation significative du niveau actuel des intrants énergétiques dans l'agriculture, en particulier dans les pays en développement, est nécessaire pour permettre l'accroissement de 70 pour cent de la production alimentaire mondiale qu'il faudra atteindre d'ici 2050. Pour rendre cette augmentation possible tout en réduisant l'impact sur l'environnement, il faudra que l'agriculture parvienne à une plus grande efficacité énergétique; que le gaspillage alimentaire soit réduit et que l'on ait davantage recours à des bioénergies durables ainsi qu'à d'autres sources d'énergie renouvelable.

Le secteur agricole lui-même peut jouer un rôle déterminant en tant que fournisseur de bioénergies. Le potentiel mondial de production de bioénergies durables en pourcentage



Lors de la dernière décennie, la demande de bioéthanol a été multipliée par trois et celle de biodiesel par onze.

de la production mondiale d'énergie devrait atteindre environ 30 pour cent d'ici 2050. Les biocarburants liquides, en particulier, figurent parmi les sources d'énergie les plus controversées, mais *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* fait remarquer que, comme c'est le cas pour bon nombre de produits agricoles, leurs effets indésirables et avantages éventuels dépendent des pratiques d'investissement et de gestion. Un certain nombre de mesures peuvent être adoptées pour garantir une production durable de biocarburants, parmi lesquelles un aménagement rationnel et participatif du territoire avec une combinaison de cultures vivrières et énergétiques, l'utilisation de résidus agricoles et forestiers, et l'adoption de systèmes d'agriculture sous contrat qui bénéficieront aux petits exploitants.

### ■ Gestion de la mondialisation dans le secteur agricole

La mondialisation, c'est-à-dire l'intégration croissante des économies et des sociétés partout dans le monde du fait de l'accroissement des flux d'information, de capitaux, d'emploi, de technologies et de biens et services, représente l'un des principaux moteurs du changement dans les systèmes agroalimentaires de la planète. La mondialisation est portée par quatre facteurs principaux : la libéralisation des marchés, l'intensification des échanges commerciaux internationaux, l'augmentation des transactions financières et des flux de capitaux, et les progrès réalisés dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et des systèmes logistiques.

#### Le commerce agricole

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* aborde le défi de la mondialisation et souligne l'importance du commerce agricole pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les pays en développement, ainsi que la nécessité de mettre en place un système de règles commerciales plus équitable pour le secteur. La complexité de la mondialisation dans le secteur agricole est illustrée par l'échec de plusieurs cycles de négociations commerciales menées à l'échelle mondiale au cours de ces dernières décennies, qui n'ont pas permis de dégager d'accord satisfaisant sur les produits et les marchés agricoles. L'une des raisons pour les-

quelles un accord a été si difficile à obtenir sur de nombreux points lors du dernier cycle de Doha est que bon nombre des instruments de politique qui pourraient aider les pays vulnérables à améliorer leur sécurité alimentaire vont à l'encontre de la tendance dominante à la libéralisation du commerce, mais si ce n'est pas toujours le cas dans la pratique; les subventions aux intrants en sont un exemple probant. Un autre point abordé concerne la tendance à l'utilisation de «normes» ou de mesures privées appliquées par des entreprises privées, qui restent en dehors du champ des négociations. L'ouvrage exprime des inquiétudes quant au fait que cette tendance pourrait s'étendre et toucher davantage encore de produits alimentaires, faisant courir des risques aux petits producteurs en particulier dans les pays en développement et entravant les efforts qu'ils déploient pour accroître la production alimentaire.

### Les achats de terres

Les conséquences des achats de terres à grande échelle réalisés ces trois dernières années en Afrique, en Amérique latine, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, et en particulier leurs effets potentiels sur les relations entre les grandes entreprises agroalimentaires et les petites exploitations, sont examinées du point de vue de l'agriculture mondiale et de la sécurité alimentaire future. Les terres achetées sont souvent des terres domaniales ou publiques (sauf en Europe orientale et en Amérique latine), et les acheteurs peuvent être des acteurs privés, gouvernementaux, ou des fonds souverains. Les transactions les plus récentes ont été conclues par des investisseurs européens dans les biocarburants et des investisseurs d'Asie et des États du Golfe.

La FAO prend part à d'importantes initiatives mondiales visant à faire face à cette situation et à faire en sorte que ces achats de terres soient bénéfiques pour la sécurité alimentaire et le développement des populations aussi bien des pays investisseurs que des pays qui fournissent les terres. L'élaboration des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et de l'administration des autres ressources naturelles, qui reconnaît la nécessité d'une participation des investisseurs des communautés autochtones et autres, des gouvernements bénéficiaires, du secteur privé et de la société civile pour

Les effets sur la sécurité alimentaire des achats de terres à grande échelle peuvent varier en fonction du contexte et du modèle économique.



garantir la mise en place de pratiques durables et transparentes en est un premier exemple. Les Principes pour des investissements agricoles responsables et respectueux des droits, des moyens d'existence et des ressources, qui abordent des éléments en corrélation directe avec les liens entre les achats de terres à grande échelle et la sécurité alimentaire, sont un deuxième exemple d'initiative de partenariat.

### **Investir et mobiliser des ressources pour l'agriculture**

Les dépenses nationales et l'aide publique au développement pour l'agriculture ont diminué au cours des 20 dernières années, avec une chute de 43 pour cent pour cette dernière. Si les choses se sont légèrement améliorées avec le récent engagement de la communauté internationale d'inverser cette tendance à la baisse, un apport massif de capitaux dans le secteur agricole des pays à prédominance agricole ou qui ont une importante activité de transformation est indispensable pour que nous puissions réduire la faim et garantir la sécurité alimentaire dans le monde à l'avenir. Selon *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle*, l'investissement public national doit constituer la première source de financement, soutenue de manière stratégique par l'aide publique au développement.

La nécessité de soutenir l'investissement des entreprises, que l'on mesure en capital social agricole, revêt probablement une importance encore plus grande. La production et la commercialisation agricoles sont en grande partie tributaires de ce capital social, qui a toujours enregistré une croissance au cours des 30 dernières années, bien que celle-ci ait été de moins en moins forte pendant la majeure partie de cette période. Il convient de noter que c'est dans les pays les plus gravement touchés par la faim que la croissance du capital social agricole est la plus faible.

Le rôle des investissements étrangers directs (IED) devraient également gagner en importance. Toutefois, si ces derniers ont augmenté au cours de la dernière décennie, les fonds consacrés à l'agriculture ne représentent qu'une toute petite partie de l'ensemble des IED et des investissements nationaux du secteur privé dans l'agriculture. Pour que les IED permettent de réduire efficacement la faim et la pauvreté, les pays doivent mettre en place des cadres de politiques appropriés afin d'attirer vers le secteur agricole des investissements plus nombreux et mieux ciblés. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et de l'administration des autres ressources naturelles et les Principes pour des investissements agricoles responsables cités plus haut, ainsi que le Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement agricole fournissent d'importants cadres conceptuels visant à améliorer le potentiel positif des IED tout en aidant à éviter les effets néfastes pour les pays bénéficiaires.

### **Collaborer avec les entreprises agricoles et les organisations professionnelles**

La FAO élargit sa stratégie de partenariat avec le secteur privé, qui s'articule généralement autour d'une collaboration avec les organisations professionnelles, pour nouer le dialogue avec les entreprises agricoles et les inciter à participer à l'élaboration d'approches stratégiques intégrées, à long terme, que la FAO et ses membres ne pourraient réaliser seuls. On assiste également à une tendance à la participation d'acteurs non gouvernementaux, parmi lesquels des entreprises agricoles ou leurs associations, aux activités de gouvernance et

d'établissement de normes. Le Comité des produits et la Commission du Codex Alimentarius sont notamment cités en exemples.

Dans le cadre de ses programmes de terrain, la FAO collabore régulièrement avec diverses entreprises, fournisseurs de services commerciaux et associations du secteur privé sur des projets de développement de chaînes de valeur et de sous-secteurs. L'une des forces de la FAO, mises en avant dans *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle*, réside dans le soutien qu'elle apporte à l'innovation dans le cadre de modèles commerciaux favorables aux pauvres, une attention particulière étant accordée à la relation producteur-acheteur.

### **Développement et transfert de technologies**

Des changements organisationnels et institutionnels se sont produits dans le secteur agricole de la plupart des pays en développement: les entreprises agroalimentaires prennent de l'envergure et les produits alimentaires sont, de plus en plus, distribués par l'intermédiaire d'un réseau structuré de points de vente, comme des supermarchés, plutôt que sur les marchés locaux. Si ces évolutions ouvrent sans nul doute des perspectives nouvelles, elles posent un problème pour les petits exploitants, négociants et transformateurs, qui ont besoin d'un accès aux technologies de production et d'un appui au renforcement de leurs compétences pour pouvoir participer de manière compétitive et rentable aux marchés d'aujourd'hui et de demain.

La FAO, en apportant les technologies, le renforcement des capacités et l'appui logistique nécessaires, encourage les approches fondées sur la chaîne de valeur. Ces dernières supposent des interventions systématiques qui améliorent l'efficacité de la chaîne dans son ensemble, tiennent compte du rôle central du secteur privé et fournissent des incitations économiques à tous les acteurs de la chaîne.

## **Vers l'éradication de la faim dans le monde – la FAO en action**

### **■ Assistance aux politiques**

Avec le renforcement des capacités, l'assistance aux politiques est aujourd'hui le principal domaine de priorité pour les États Membres, et la demande ne cesse d'augmenter. L'assistance aux politiques est l'une des activités principales de la FAO depuis ses débuts. Les méthodes employées et les domaines d'action ont évolué au fur et à mesure que sont apparus de nouveaux défis pour le développement, et les grandes réunions et les sessions des comités statutaires constituent autant d'enceintes pour les consultations et les prises de décision internationales. Il n'est pas étonnant de constater que les priorités actuelles reflètent les défis mis en exergue dans *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* et leur rôle déterminant dans les initiatives qui seront prises en faveur de la sécurité alimentaire au cours des prochaines décennies.

Le renforcement des capacités institutionnelles consiste, par l'intermédiaire de manifestations de haut niveau axées sur l'apprentissage, à renforcer la capacité des pays en développement en matière de participation à des négociations commerciales multilatérales et d'adaptation de leurs politiques agricoles et commerciales de manière efficace. Dans le



cadre d'une initiative plus récente encore, divers séminaires de politique régionale ont été organisés sur les mesures à prendre pour faire face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires qui règne depuis le début de la crise des prix des denrées alimentaires et des carburants et de la crise financière qui a suivi.

Les liens entre la migration, les envois de fonds des émigrés à l'étranger et les perspectives d'investissement dans l'agriculture constituent le fondement des activités visant à aider les pays à élaborer des politiques qui permettent d'acheminer les fonds reçus des émigrés vers l'agriculture et le développement rural des pays d'origine.

Parmi les autres questions thématiques pour lesquelles des options de politique générale et un soutien sont proposés, on peut citer: les transformations rapides dans le secteur agricole et la forte croissance de la demande; les menaces qui pèsent sur les ressources naturelles et les écosystèmes à l'échelle mondiale, en particulier du fait des changements climatiques; la pénurie d'énergie; et l'amélioration de la capacité d'adaptation des pays à la nature changeante des catastrophes et des situations d'urgence alimentaire.

La décentralisation de l'assistance aux politiques fournie par la FAO a représenté une évolution stratégique importante au cours des 15 dernières années; ce sont aujourd'hui principalement les bureaux décentralisés qui se chargent de fournir un appui consultatif au niveau national et régional, ce qui permet de tirer parti de l'expérience et de l'expertise locales.

### **Réduire les inégalités entre les hommes et les femmes**

L'égalité entre les hommes et les femmes est essentielle pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que pour l'accroissement de la productivité dans tous les secteurs agricoles et ruraux, afin de permettre aux pays d'exploiter tout leur potentiel: la FAO s'est toujours employée à fournir des conseils stratégiques qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes. Si, dans un premier temps, les «femmes» étaient la cible première de son processus d'élaboration de politiques, la FAO a récemment adopté une stratégie tenant davantage compte des différences entre les deux sexes, et procède désormais à une analyse en profondeur de la situation sur le terrain avant de formuler des recommandations, ce qui lui permet de s'assurer que ces dernières soient pertinentes aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* met en exergue les principaux obstacles à l'égalité des sexes et les domaines dans lesquels des mesures doivent être prises pour réduire les inégalités existantes: activités non rémunérées et travail «invisible» réalisé par les femmes et accès restreint à l'éducation, à la formation et à l'information, à l'emploi structuré, aux terres, aux crédits et aux marchés.

### **Sécurité des droits et des régimes fonciers**

Une faible gouvernance des terres et des autres ressources naturelles entrave la croissance économique, l'utilisation durable de l'environnement et la sécurité alimentaire. Revenant sur les questions relatives à la gestion des ressources naturelles, aux changements climatiques et à la mondialisation, *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* consacre un chapitre de politique à la question centrale et potentiellement sujette à controverse de l'accès et du droit à la terre et aux

autres ressources. L'ouvrage souligne la nécessité d'améliorer l'accès à la terre (responsabilisant par là même les utilisateurs quant à l'utilisation des terres) par les moyens suivants: amélioration de la gouvernance; redistribution; location; prise en compte des questions foncières dans les situations d'urgence; considération des droit d'accès aux terres pastorales; et plus grande sécurité des droits d'occupation des terres privées. Les technologies géospatiales sont citées comme un outil précieux utilisé par la FAO dans le cadre de ses initiatives visant à mettre en place une meilleure gouvernance dans les contextes nationaux et transnationaux.

### **Partenariats avec la société civile**

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* revient sur la stratégie de partenariat élargie de la FAO, examinée en relation avec la mondialisation du secteur agricole, et se penche sur l'importance de la collaboration entre la FAO et la société civile dans le cadre de l'élaboration de politiques. Si les organisations de la société civile (OSC) et les organisations non gouvernementales (ONG) sont depuis longtemps des partenaires de choix pour la FAO, leurs relations se sont institutionnalisées et sont devenues plus efficaces au cours de ces 20 dernières années, en particulier depuis les importants sommets des années 90. La participation et l'appui des OSC/ONG ont été déterminants pendant cette période, et se sont renforcés jusqu'à devenir une composante indispensable du processus mondial d'élaboration des politiques. Cette évolution peut sans doute être illustrée par la nouvelle structure du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui a élargi sa portée pour devenir la plus grande plateforme internationale et intergouvernementale consacrée à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

### **■ La FAO, une organisation détentrice d'un savoir et axée sur les résultats**

L'une des missions essentielles de la FAO est d'établir et de diffuser des informations relatives au vaste éventail de questions touchant à la sécurité alimentaire. Considérée comme une source fiable d'informations aussi bien techniques que publiques, l'Organisation se trouve en position de force pour encadrer le débat international sur les grands défis qui menacent la sécurité alimentaire au XXI<sup>e</sup> siècle.

Les progrès rapides et constants des technologies de l'information au cours de ces 20 dernières années ont permis à l'Organisation non seulement d'accroître la portée géographique et l'incidence des informations fournies aux Membres et aux publics clés, mais également d'améliorer l'accès aux connaissances des Membres et des partenaires engagés dans l'action pour le développement et la sécurité alimentaire et de leur fournir un lieu d'échange et de partage de connaissances. De même, les nouvelles technologies et les nouveaux outils de gestion des connaissances ont facilité les initiatives mises en œuvre par la FAO en faveur du renforcement des capacités, priorité de longue date pour l'Organisation, et qui mobilise plus d'attention encore depuis la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005 - principe de base en vertu duquel les pays en développement doivent fixer leurs propres stratégies de réduction de la pauvreté et de développement institutionnel.

## Réforme organisationnelle stratégique

Depuis 1994, la FAO a entrepris une série de réformes internes, dont la première a permis de redéfinir les priorités de l'Organisation et de recentrer ses activités de manière claire sur la sécurité alimentaire, afin de lui permettre de s'attaquer aux problèmes s'y rapportant de manière plus efficace. *La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* fait le point sur les principales évolutions entraînées par cette réforme, parmi lesquelles la mise en place du Programme spécial pour la sécurité alimentaire visant à stimuler la production des petits exploitants dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier et du Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES). L'efficacité des services d'aide aux projets et aux politiques a été renforcée grâce à l'établissement d'un nouveau Département de la coopération technique, tandis que la création d'équipes pluridisciplinaires dans les bureaux régionaux témoigne de l'évolution de la FAO vers une approche décentralisée et pluridisciplinaire de son mandat.

En 2005, une nouvelle série de réformes a permis de renforcer encore les activités pluridisciplinaires dans des domaines clés tels que la gestion des connaissances, le renforcement des capacités, les changements climatiques et les bioénergies. Une approche de la chaîne alimentaire «de la ferme à la table» a été encouragée au travers de diverses réformes programmatiques et structurelles, et un département spécifique a été créé afin de permettre l'adoption d'une approche intégrée des activités de l'Organisation relatives à la gestion des ressources.

À la suite d'une évaluation externe indépendante, la dernière série de réformes a été lancée en 2009 et une restructuration du Siège a été mise en place en 2010. Si l'évaluation concluait que la FAO constituait une tribune mondiale indispensable, couvrant l'ensemble des disciplines dont elle avait besoin pour prendre les mesures appropriées permettant de faire face aux grands défis qui menacent l'alimentation et l'agriculture au XXI<sup>e</sup> siècle, elle recommandait également des réformes plus profondes encore et une rationalisation administrative permettant à une Organisation moins lourde, plus réactive et plus axée sur les résultats de voir le jour. Les nouvelles réformes comprennent donc des mesures visant à garantir que toutes les ressources de la FAO soient utilisées en synergie au-delà des frontières géographiques et sectorielles, et dans un meilleur équilibre entre le Siège et les bureaux décentralisés. Une collaboration plus efficace entre la FAO et les organisations partenaires est également identifiée comme un objectif de développement important s'inscrivant dans le cadre d'un pan de la réforme désigné sous le nom de «Fonctionner comme une seule et même organisation».

## La FAO en action

*La FAO au XXI<sup>e</sup> siècle* se penche tout particulièrement sur les défis que la FAO et ses membres devront relever au cours de ce siècle et illustre un certain nombre d'activités en cours dont la plupart s'appuient sur les réalisations passées et les enseignements tirés des expériences de développement antérieures. L'ouvrage définit également les orientations pour l'avenir et recommande la mise en œuvre de certaines mesures par la FAO en collaboration avec ses États Membres et ses partenaires. Conformément à ce qui est prévu dans la réforme stratégique de l'Organisation, toute définition de priorités, gestion des ressources et conception de programme s'effectuera dans le cadre d'un système axé sur les résultats et

---

sera guidée par le Cadre stratégique 2010-2019, qui énonce les objectifs mondiaux poursuivis par les Membres comme suit:

- réduire le nombre absolu de personnes souffrant de la faim et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active;
- éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production vivrière, en favorisant le développement rural et en pérennisant les moyens d'existence;
- gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, au profit des générations présentes et futures.







Pour acheter ce livre, veuillez vous adresser à:  
**fao@earthprint.co.uk** ou visiter le site: **www.earthprint.com**

---

AUTRES INFORMATIONS: **Publications-Sales@fao.org**  
AUTORISATIONS: **copyright@fao.org**  
RELATIONS AVEC LES MÉDIAS: **FAO-Newsroom@fao.org**  
CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE LA FAO: **www.fao.org/icalog/inter-e.htm**

---

Food and Agriculture Organization of the United Nations  
Viale delle Terme di Caracalla,  
00153 Rome, Italy  
Tel.: +39 06 57051

ISBN 978-92-5-207014-6



9 789252 070146  
I2390F/1/10.11